

Curieuse affaire que vouloir décoloniser l'espace public

Rappel: le Parlement belge a créé en 2020 une commission spéciale pour examiner le passé colonial, entourée d'experts qui ont publié un rapport et émis des recommandations, dont celle de décoloniser l'espace public.

Voilà une curieuse affaire. Il faudrait décoloniser l'espace public. Curieuse affaire car s'il faut décoloniser, il faut bien admettre que l'espace ait d'abord été colonisé. On pouvait penser que c'était le Congo que la Belgique avait colonisé. La Belgique aurait colonisé aussi l'espace public belge. Contrairement au Congo, la Belgique ne se serait pas encore décolonisée et il conviendrait qu'elle le fasse.

On parle du Congo. Non du fleuve mais du pays. Avant Léopold II, il n'y avait pas de Congo. Il y avait la terre et les eaux et les plantes et les animaux, il y avait les hommes. Mais pas le Congo. C'est sous Léopold II, malgré ou contre la Belgique, que l'unité du Congo fut instituée. Sans Léopold II, pas de Congo! Le passé est comme cela. Sans morale, ni éthique ni justice. Ce n'est pas avec de bonnes paroles que la colonisation fut menée à bien. Ce fut violent, sauvage, brutal. Contre cette violence coloniale s'insurgent les décolonisateurs. Mais le Congo n'était pas un paradis à l'arrivée de l'État indépendant du Congo.

Occulter l'abolition de l'esclavage

Il y avait à l'est du Congo une violence préexistante, celle de l'esclavage. La traite négrière orientale destinée aux sociétés islamiques florissait encore à l'époque dans l'est du Congo fournissant à l'industrie négrière basée à Zanzibar des esclaves et de l'ivoire, ciment de son économie⁽¹⁾. Que la lutte contre l'esclavage ait constitué une simple justification ou un réel but dans le chef du Roi et de sa violence, l'esclavage a été effectivement aboli dans l'est du Congo. Ce fut un bienfait. Prétendre qu'on a simplement substitué un esclavage à un autre, c'est ignorer ce qu'être esclave veut vraiment dire^(1,2). L'abolition de l'esclavage reste un bienfait, quoi qu'il en coûte de le reconnaître face à l'énormité des crimes. L'accepter ne signifie pas méconnaître la violence inhérente à la situation coloniale⁽³⁾. Chez les décolonisateurs, l'abolition de l'esclavage est passée quasi complètement sous silence, comme si l'esclavage n'avait pas été une abomination, comme si la violence d'avant n'avait pas été violente. Qu'est-ce qui explique une si remarquable absence? Je crois qu'il s'agit d'un oubli intentionnel, d'une occultation.

Une colonie modèle mais endettée

Emizet Kisangani, économiste, écrit que dans les années 1950 le Congo produisait 45% de ses propres biens de consommation; que plus de 90% des enfants en âge de scolarisation étaient inscrits gratuitement dans une école primaire; que le produit intérieur brut était, en dollars de 2015, de 2 850 dollars par tête d'habitant; que les Congolais étaient approvisionnés en eau potable un peu partout et que la mal-



“Si l'on déboulonne une statue qui rappelle quelque chose d'horrible et d'injuste, comment donnerais-je à mon fils un regard sur cet événement?”

Alain Mabanckou

nutrition était inconnue au Congo belge⁽⁴⁾. On a rétorqué, mais sans les démentir, que ces faits étaient financés par de l'endettement. Si j'ai un toit sur ma tête aujourd'hui, c'est parce que je me suis endetté d'une dette que j'ai pu rembourser, comme les centaines de milliers de Belges qui deviennent propriétaires en s'endettant. Une dette peut être investie ou dilapidée. Si je crois le professeur Kisangani, la dette dont font état ses détracteurs n'avait pas été dilapidée.

Imiter les talibans afghans?

Mais la mise en lumière de ce genre de faits fait l'objet aujourd'hui d'une déconsidération car on lui attribue les défauts d'une approche “bilantaire” de la colonisation qui doit être rejetée car négligeant les violences inouïes de la colonisation⁽⁵⁾. Or, ce qui heurte l'intelligence dans cette critique c'est qu'elle occulte des aspects qui objectivement ont favorisé les habitants du Congo. Que ces aspects favorables aient été voulus ou non, ils ont existé. Méconnaître des bienfaits est aussi peu honnête que de méconnaître les atrocités. C'est, réécrire l'histoire. Orwell a écrit: “Qui contrôle le passé contrôle l'avenir; qui contrôle le présent contrôle le passé”⁽⁶⁾. Les décolonisateurs réécrivent le passé. Ils souhaitent abolir les noms de rues des pionniers, détruire ou déplacer les statues, effacer de l'espace public toute référence à la colonie. Cela m'évoque les Bouddhas de Bamiyan, détruits à l'explosif par les talibans afghans en 2001. Ils ont, eux, bien décolonisé leur espace public. Faut-il les imiter? Alain Mabanckou a dé-

Opinion

Daniel Rodenstein

Membre de la commission consultative mixte instituée à Etterbeek pour examiner le passé colonial (s'exprime à titre personnel)

■ Les décolonisateurs veulent confronter les Belges aux horreurs de la colonisation, c'est légitime. Mais ils veulent aussi priver les Belges de la connaissance des bienfaits de la colonisation, ce qui ne me paraît ni historiquement fondé ni légitime.

CHRONIQUE

Les jeunes pour le climat n'ont pas disparu

■ La vague de ces milliers de manifestants est devenue un mouvement de fond, énergique et multiforme. Ils sont passés de la rue à l'action, aux projets. Pour dénoncer, résister, innover.



Adélaïde Charlier

Étudiante à la VUB et engagée pour le climat et les droits humains

J. FÉMAL

claré: "Si l'on déboulonne une statue qui rappelle quelque chose d'horrible et d'injuste, comment donnerais-je à mon fils un regard sur cet événement" (7).

Si on efface la colonisation, comment comprendre et accepter ce que le Congo et la Belgique sont aujourd'hui? Faudrait-il effacer toute la colonisation, effacer le pays Congo pour revenir à 1885? Comment regarder le présent en gommant le passé? Car le Congo, comme la Belgique, est autant l'héritier de la colonisation que de son histoire préalable et de celle qui a suivi. On ne peut simplement pas effacer une partie de son passé si on veut vivre avec le présent.

La Belgique où j'ai immigré

Les décolonisateurs veulent confronter les Belges aux horreurs de la colonisation, ce qui me paraît légitime, mais ils veulent aussi priver les Belges de la connaissance des bienfaits de la colonisation, ce qui ne me paraît ni historiquement fondé ni légitime. Dans ce sens ils font montre de déshonneté intellectuelle, ce qui rend leur démarche suspecte, injuste et dès lors injustifiée. Franz Fanon a écrit: "Vais-je demander à l'homme blanc d'aujourd'hui d'être responsable des négriers du XVII^e siècle?" (8). Quand je regarde la Belgique où j'ai immigré et où je vis, ce que je vois est surtout l'énorme chemin parcouru depuis la violence, l'intolérance, le racisme et l'exclusion de l'époque de Léopold II jusqu'à nos jours. La décolonisation des esprits, jamais finie, est bien avancée. Il reste aux décolonisateurs, peut-être, à finir de décoloniser le Congo, mais ce n'est plus du ressort de la Belgique.

→ (1) Tidiane N'Diaye, "Le génocide voilé". Folio Gallimard, 2008.

→ (2) Abdelaziz Baraka Sakin, "La princesse de Zanzibar". Ed. Zulma, 2022.

→ (3) Albert Memmi, "Portrait du colonisé. Portrait du colonisateur". Folio Actuel, 1985, p. 19.

→ (4) Emizet François Kisangani, "Pourquoi le Congo belge était une 'colonie modèle'", "La Libre Belgique", 7 février 2023.

→ (5) Commission spéciale, Chambre de représentants de Belgique, rapport des experts, pp 21-24. 26 octobre 2021.

→ (6) George Orwell, "1984". Folio Gallimard, 1950.

→ (7) Cité dans Elisabeth Roudinesco, "Soi-même comme un roi". Seuil, 2021, p. 226.

→ (8) Franz Fanon, "Peau noire, masques blancs". Cité dans Elisabeth Roudinesco, œuvre citée, pp 195.

Parfois, on me demande: "Où sont passés les jeunes pour le climat?" Je réponds: "Dans l'ombre de votre attention."

Non, ces jeunes n'ont pas disparu.

En 2019, une vague de milliers de jeunes s'est levée aux quatre coins du monde pour demander que la crise climatique, objectivée par les scientifiques, soit gérée par les responsables politiques et économiques à la hauteur de sa gravité.

L'onde a provoqué quelques réactions comme le Green Deal au niveau européen, une augmentation des énergies renouvelables, quelques plans politiques plus ambitieux, plus de conscientisation des enjeux auprès des citoyens. Mais, au regard de l'urgence, répétée par le rapport du Giec ce 20 mars dernier, ces frémissements sont trop timides.

La pandémie a ligoté la présence physique dans les rues et mis un voile sur le message climatique. Pourtant, la crise Covid n'a pas fait disparaître la crise climatique, elle l'a simplement ignorée. Elle n'a pas éteint la frustration des jeunes, leur colère parfois; leur envie d'inventer un futur plus lucide ne s'est pas évaporée. Brisée sur le rocher Sanitaire, la vague a diffusé son énergie plus profondément. Aujourd'hui, présents sur tous les continents, des jeunes forts de leur désir de vie et portés par l'onde de changement d'une génération nouvelle, sont (re)passés de la rue à l'action, aux initiatives, aux projets. Pour dénoncer, résister, innover.

Ces jeunes, on les revoit sur des zones à défendre, de Liège à Lutzerath, pour résister contre l'agrandissement du béton ou de mines de charbon, parce qu'ils perçoivent l'incohérence de ces projets dans la lutte contre le dérèglement climatique. La désobéissance pacifique reste une expression des mouvements climatiques, elle s'affiche par une présence physique sur des espaces de terre privés de parole.

Ces jeunes, on les retrouve aussi dans leurs universités où ils multiplient travaux, thèses, recherches sur des réponses aux enjeux climatiques. Ils dénoncent dans les forums de recrutement (comme à l'UCL ou HEC Paris) la présence d'entreprises figées dans des projets fossiles, ils refusent de travailler pour des employeurs qui ne s'engagent pas dans la transi-

tion, ils s'organisent en collectif pour mobiliser le monde du travail et de l'enseignement.

On les voit devant des lieux de décisions politiques, comme le Parlement européen, pour lutter contre l'exploitation des fonds marins, contre le projet EACOP, contre l'écocide (Stopp-Ecocide), contre la Pac et le Mercosur.

Il y a encore tous ces jeunes qui créent déjà demain par leur innovation d'économie circulaire, de mobilité partagée, d'achat de terre collective, de ferme à taille humaine, de réseaux de ceinture alimentaire ou énergétique autour des villes... ils font l'économie, ils font l'agriculture, ils font la mobilité...

Sans oublier les créateurs de nouveaux médias, journalistes et influenceurs, alertant sur les enjeux sociaux et environnementaux et collectant des exemples de l'onde vitale déjà à l'œuvre.

Et puis, il y a ces jeunes qui déploient leurs talents artistiques pour chanter, danser, déclamer le message de l'urgence et du changement; du simple flashmob en rue aux festivals les plus prisés, du théâtre au cinéma, une génération Z décline son engagement pour le vivant.

Ces jeunes mériteraient un coup de projecteur et une sortie de l'ombre.

Les spots ne s'allument que trop rarement ou qu'exclusivement sur quelques jeunes qui, frustrés par la surdité et la désinvolture de décideurs, provoquent l'opinion par une action spectaculaire (comme celle du tableau de Van Gogh). Ces jeunes-là sont fondamentalement désespérés, déchirés par l'écart entre la dégradation de la terre et l'inertie des politiques.

Or, c'est plutôt de ce désespoir, guettant une génération lucide, qu'il faut se préoccuper. Tout en reconnaissant ceux qui, avec un réalisme passionné, créent déjà de nouvelles manières de vivre. Conscients de l'interdépendance des espèces vivantes dont l'humain fait partie et des limites planétaires. Connectés à leur élan vital, ils se laissent toucher par les pertes de biodiversité et l'impact climatique, au risque de ressentir jusque dans leur chair ces dérèglements.

La vague de jeunes pour le climat s'est dissipée sous de multiples formes mais constitue un mouvement de fond dont le courant, pas toujours visible, n'en est pas moins bien présent.